

Travaux de la Chambre

M. Hanger: Il dépensera beaucoup d'argent de toute façon.

M. Harper (Simcoe-Nord): Oui, il dit: «Dépensons cet argent, nous l'avons promis. Peu importe que les électeurs le veuillent ou non. Donnons-leur cette mesure législative. Nous savons ce qui est bon pour le pays. Peu importe la masse du peuple; il ne pense pas. Le gouvernement sait ce qui est bon pour le pays.» Naturellement, on dit aux députés: «N'écoutez pas ce qu'on vous dit, nous savons ce qu'il faut faire. Nous savons ce qui est le mieux pour la population. Ne vous laissez pas influencer, elle ne comprend pas vraiment, alors que nous comprenons. Nous avons une intelligence supérieure et nous savons ce qui est bon pour le pays.»

• (1330)

C'était aussi l'opinion de M. Mulroney et il a constaté, à son grand chagrin, que, lorsque les politiciens n'écoutent pas la population, comme c'était le cas de son gouvernement, cela leur coûte très cher lorsqu'ils doivent se représenter devant l'électeur.

J'en reviens aux élections en Ontario. M. Harris a dit qu'il était opposé à l'enregistrement des armes à feu. C'est l'autre partie de ce projet de loi qui n'a aucun sens. Cela ressemble beaucoup à une tromperie intentionnelle. Ce projet de loi mélange les pommes et les oranges. C'est incroyable. On mélange les citoyens respectueux de la loi et les criminels. Ça n'a aucun sens.

Nous avons essayé de faire diviser ce projet de loi. Je suis sûr que tous les partis et tous les Canadiens veulent que l'on soit sévère en ce qui concerne l'utilisation des armes à feu à des fins criminelles. C'est là le problème. C'est là-dessus qu'il faut se pencher. Cela, en fait, contribuera à rendre plus sûres nos maisons, nos rues et nos collectivités. Mais non, il semble que le projet de loi soit indivisible. Il faut, à la fois, que nous harcelions les propriétaires d'armes à feu légitimes et que nous dépensions tout l'argent des contribuables, même celui que nous n'avons pas, pour n'aboutir à rien.

Comme je l'ai dit plus tôt, tous les sondages, sans exception, ont montré que le projet de loi ne fera pas ce que le gouvernement prétend qu'il fera. Tous les sondages, les uns après les autres, l'ont montré. C'est de la frime, et les électeurs ne seront pas dupes. Le gouvernement n'écoute pas les gens. Il ne porte pas attention à ce qu'ils disent. Il fait peut-être de l'écoute sélective.

Je voudrais parler de la question des crimes haineux. Les électeurs, en Ontario, ont dit qu'ils ne voulaient pas de l'expression non définie «orientation sexuelle», que ce n'était pas correct. Cela a permis à M. Harris de remporter les élections. Cependant, voici que le gouvernement, encore une fois, veut faire adopter un des trois projets de loi dont personne ne veut. Les électeurs n'en veulent pas. Je ne peux pas croire que le gouvernement n'a pas compris cela. Il n'est pas à l'écoute. Il fait la sourde oreille. Cela va lui coûter cher. Il ne durera que le temps d'un mandat. J'ai hâte aux prochaines élections.

Nous aurions dû parler du problème de la dette et du déficit. Nous avons perdu notre temps à examiner d'autres projets de loi qui ne sont pas inscrits au programme principal. Nous allons prolonger les heures pour examiner des projets de loi auxquels la plupart des Canadiens accordent une importance moindre. Tandis que nous sommes aux prises avec un problème important, le

problème de l'heure, celui de la dette et du déficit, nous nous perdons en futilités. C'est incroyable.

Malheureusement, le budget de l'An I n'a absolument rien fait. Je trouve incroyable que le gouvernement ait pris le pouvoir, après avoir siégé dans l'opposition pendant aussi longtemps, sans savoir pour autant en quoi résidait le principal problème au Canada ni connaître sa solution. Les ministériels nous ont dit de leur donner une année, qu'ils ne s'étaient pas rendu compte de la gravité de la situation, qu'il leur faudrait un certain temps pour l'examiner et voir s'ils étaient en mesure d'y remédier. Le gouvernement a gaspillé une année complète. Je le répète, il s'agit d'un gouvernement qui, dans l'opposition, était censé se préparer à prendre le pouvoir.

Les ministériels nous disent ensuite qu'ils ne sont pas responsables, qu'ils ont hérité du problème. Au départ, le gouvernement n'a même pas reconnu qu'un problème se posait. Il nous a dit, au sujet du déficit, de ne pas trop nous en inquiéter, d'avoir l'esprit en paix, que ce n'était qu'un mauvais moment à passer et que tout allait s'arranger.

Nous avons été honnêtes avec les électeurs canadiens. Nous leur avons dit que c'était un grave problème. Nous l'avons fait durant notre campagne électorale. Nous sommes le seul parti à avoir proposé, par écrit, un plan pour éliminer le déficit en trois ans, sans accroître les impôts ni en prélever de nouveaux. Seul le Parti réformiste a eu ce courage. Nous avons soumis un document qui renfermait des chiffres et non de belles promesses, comme le livre rouge. Ce dernier était un très beau conte de fées.

• (1335)

Ainsi, nous avons gaspillé une année. En réalité, on a fait pire que cela dans le premier budget. Dans cette première année, nous avons accepté de perdre, selon les chiffres de nos vis-à-vis, 350 millions de dollars en cédant aux contrebandiers. Le gouvernement a prétendu que cela n'allait nous coûter que 350 millions de dollars, ce qui représentait bien peu, en fonction de notre dette totale. C'est incroyable. Cependant, nous avons appris, plus tard, que les chiffres du gouvernement étaient faux. Il s'est trompé d'environ 500 millions de dollars.

En fait, nous avons laissé aux contrebandiers près d'un milliard de dollars, alors que nous étions dans les dettes jusqu'au cou. C'est tout à fait incroyable. C'est typique du gouvernement. Il a voulu éviter le problème. Là encore, dans le cas du projet de loi sur le contrôle des armes à feu, les ministériels utilisent un miroir aux alouettes pour cacher le fait qu'on ne s'attaque pas au véritable problème.

J'attends avec impatience les prochaines élections, car ce qui s'est produit, hier, à la Chambre, a garanti la victoire du seul parti qui écoute les électeurs canadiens et va répondre aux préoccupations des gens.

M. Paul Szabo (Mississauga-Sud, Lib.): Monsieur le Président, le député a dit quelque chose que j'appuie, comme tous les députés d'ailleurs, j'en suis sûr. Lorsque nous nous sommes portés candidats, c'était pour devenir les représentants de nos électeurs et pour défendre leurs intérêts dans cette enceinte. Nous voulions apporter une contribution. Nous voulions faire notre possible pour améliorer notre pays.

Le député a ensuite évoqué ce qui était à ses yeux de nombreuses lacunes. Il a notamment été question du contrôle des armes à feu et de l'enregistrement qui ne servira à rien. Je voudrais donner des exemples pour illustrer comment l'enregistrement